**Faire "comme si" ?**

**Ou comment cautionner la déshumanisation de la fac, la fin du débat,**

**la victoire de la société virtuelle inégalitaire**

La rentrée 2020 se fait dans des conditions particulièrement difficiles, pour les étudiant·es (dont près de la moitié travaillent en parallèle des études) comme pour les enseignant·es et enseignant·es-chercheur·ses. Au coronavirus, s’ajoute le passage au pas de charge de la loi de programmation de la recherche (LPPR). Cette loi a provoqué une forte mobilisation des universités au printemps dernier et confirme la précarisation de la fac. A l'UBM, la plupart des départements, UFR et autres conseils se sont prononcés contre cette loi mais le virus a mis à terre la mobilisation à l'université, que le silence assourdissant des syndicats corporatistes ne fait que confirmer. La communauté est aujourd'hui accaparée par l'organisation en mode "bricolage" d'une rentrée acrobatique.

**La "continuité pédagogique" est une fiction, quelle que soit la novlangue ("enseignements hybrides", ou encore "en distanciel" et "en présentiel") dont elle se pare**. La CNT Sup. Rech. appelle la communauté universitaire à mettre en débat l'enseignement dégradé, à stopper la fuite en avant, à arrêter de faire "comme si". *Comme si* le virtuel pouvait remplacer la dimension humaine du rapport à l’autre, de l’échange, du débat. *Comme si* le numérique ne renforçait pas les fractures et inégalités entre étudiant.es. *Comme si* la vie à distance pouvait permettre les solidarités. *Comme si* déléguer le lien humain aux entreprises privées du numérique était anodin.

La CNT Sup. Rech. appelle l'ensemble des composantes, personnels et étudiant·es à se réunir en assemblées générales pour :

    - Mettre en place des conditions d'enseignement apaisées, non anxiogènes pour les étudiant·es, ne conduisant pas à du sur-travail pour les enseignant·es et les personnels administratifs ;

    - Acter des modalités d'évaluation correspondant à l'enseignement – de fait – dégradé, non assujetties aux contraintes techniques face auxquelles toutes et tous ne sont pas égaux ;

    - Mettre en pratique les décisions prises lors de la mobilisation contre la LPPR.

La CNT Sup. Rech., en accord avec la Coordination nationale des facs et labos et lutte, affirme que l’université doit être un service public, qui ne doit ni sélectionner, ni accroître ou légitimer les inégalités et où la recherche doit avoir pour but de produire des savoirs d’intérêt général.

**La CNT Sup.Rech. regroupant personnels tous statuts et étudiant·es, – anti-corporatiste –, appelle l’ensemble des travailleur·ses à conduire eux·elles-mêmes, par l’action directe, la mobilisation pour une fac critique et populaire.**